

Les États généraux de l'Alimentation : derrière des aspects technique et administratif, des enjeux politiques...

Par ces temps, le gouvernement veut montrer qu'il est soucieux d'entendre la voix des différentes parties, dont celle qu'il qualifie de société civile et il organise, à cette fin, maints États Généraux, Assises, Concertations voire Plate-formes de consultation publique (que ce soit dans le domaine des Ministères de la Santé, de l'Intérieur, de l'Agriculture, et de l'Outre-Mer...). Les États Généraux de l'Alimentation font partie de ces « grandes messes » qui permettent d'afficher l'objectif d'une démocratie participative et cela est tout à son honneur !

Mais, tout ne peut se résumer à une efficacité administrative avec des guides de bonne pratique, des améliorations des contrôles, de la traçabilité, l'appel à de nouvelles technologies, des dispositifs de surveillance, de vigilance voire une amélioration de l'information etc..

Certains sujets sont des sujets éminemment politiques bien évidemment !!

On entend souvent un type de discours que ce soit de la part des organisations professionnelles agricoles ou des ministères: « il ne faut pas opposer les deux systèmes » ce qui revient à dire « enterrez la hache guerre » façon aussi, de nous demander d'éviter les sujets clivants.

C'eût été génial que les débats fussent techniques et consensuels ...mais quand certains sujets ont été abordés, force est de constater que les intérêts de ceux qui vendent des produits phytosanitaires, voire ceux qui les utilisent pour pratiquer une agriculture intensive source de profits maximum à l'origine de contamination chimique ne sont pas compatibles avec la santé des consommateurs voire des riverains et agriculteurs.

La question de la contamination chimique et plus particulièrement des pesticides et celle de la transformation alimentaire sont des questions sont très difficiles à aborder, noyées dans d'autres problématiques soit contrôlées (le risque microbiologique, même si personne ne conteste qu'il faut rester vigilant) soit réellement émergentes comme la question des huiles, mais servant à détourner le sujet.

Insuffisance, mais aussi manque d'un volet politique (comme l'a souligné en Septembre le texte de 41 ong) qui permettrait un arbitrage sur les dissensus et l'affichage d'une cohérence dans les conclusions (<https://www.coordinationsud.org/actualite/etats-generaux-de-lalimentation-communiquer-organisations-de-societe-civile/>)

Nous attendons donc

- des engagements précis, - un calendrier précis :

Le candidat Macron ne s'était-il pas engagé pour l'élimination progressive des pesticides, le développement d'alternatives et surtout pour l'établissement d'un calendrier à cette fin...nous ne l'oublions pas !

Ne s'était-il pas engagé à interdire au plus vite les perturbateurs endocriniens ayant des effets sanitaires ! avérés ou probables ...nous ne l'oublions pas

Ne s'était-il pas engagé à séparer les activités de conseil et de vente des pesticides,nous ne l'oublions pas

Un mauvais signal avait été donné avant le début des EGA par le désengagement financier de l'État pour l'aide au maintien de l'agriculture biologique puisque « il faudrait laisser seul le marché exprimer son soutien » et que cela serait suffisant pour son développement.

Bien sûr si ces EGA se clôturaient par des engagements à développer l'alimentation bio dans les restaurants scolaires et les crèches nous ne ferions pas la « fine bouche » !! mais nous n'avons pas oublié que c'est le Grenelle de l'Environnement en 2007 qui a proposé cette introduction de 20 % pour 2012 et que la première circulaire du Premier Ministre pour introduire le bio dans la restauration collective publique date de 2008 !!

Le chemin est encore bien long...

Dr Nicolle

14000 CAEN

VP Alerte Médecins sur les Pesticides AMLP

24 novembre 2017